



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 447 du 18 septembre 2026

Contre ce « système à l'agonie », en réponse aux simulacres de révolution de Mélenchon-Roussel, la lutte internationaliste des travailleur-es pour décider de la marche de la société

Après un été marqué par la canicule, les incendies et l'incurie du gouvernement, le sentiment qu'il est temps d'exiger des comptes s'impose, renforcé par la colère provoquée par la flambée du prix des carburants et la vie chère qui deviennent insupportables pour les classes populaires. Une exigence d'autant plus grande que Lecornu veut frapper fort en annonçant 54 milliards d'économies dans le projet de budget 2027, qu'il compte faire passer avec la non-censure du RN en promettant d'instaurer un délai de « carence » pour le versement de certaines allocations aux étrangers... un marchandage particulièrement crasse sur le dos des plus précaires !

Médias, gouvernement et autres politiciens réactionnaires s'inquiètent devant la grève bien suivie des électriciens et gaziers, les blocages des dépôts de carburants par les marins-pêcheurs ou l'appel des Gilets Jaunes au 17 octobre. Ils ont raison de craindre la colère qui monte de partout. Et, tout en se soumettant aux exigences du Medef, ils multiplient les interventions dans une cacophonie ridicule pour tenter d'étouffer la contestation et de la dévoyer, une farce caricaturale.

Dans ce contexte, le succès de la fête de l'Huma qui a accueilli près de 570 000 personnes d'après les organisateurs, témoigne de cette volonté de se battre pour inverser les choses et d'une politisation qui participe au débat sur la politique nécessaire pour y parvenir.

Elle a été le théâtre de la rivalité entre Roussel, qui vient de confirmer sa candidature pour le PCF, et Mélenchon. Tous deux ont multiplié les proclamations radicales, appelant au « combat du travail contre le capital », pour tenter de capter cette colère qui cherche à s'exprimer aujourd'hui.

Roussel a appelé à « faire la révolution maintenant dans la rue, avant les urnes (...) Je vous propose de sortir de nos usines, de nos entreprises, de nos quartiers, de nous retrouver sur les ronds-points, devant les lieux de pouvoir, dans les sous-préfectures ». Quant à Mélenchon, qui a cru bon de citer Trotsky pour l'occasion, il appelle à « la révolution citoyenne », au « blocage des prix et au blocage des marges », à « décréter l'Etat d'urgence sociale ou écologique » contre « l'échelle mobile du capital » !

De grandes déclarations qui s'échouent dans les urnes, noyées sous les déclarations nationalistes sur le « peuple de France » et la défense de la patrie... Leur radicalisme à visée électorale reste prisonnier du cadre de la bourgeoisie et de ses institutions.

Pour Roussel, « le déclin de la France c'est celui d'une élite française corrompue, vendue à des capitaux étrangers », tout en promettant « une belle et grande république, une belle et grande France ». Mélenchon, reprend la même chanson : « ne vous laissez jamais aller au désespoir sur votre patrie », appelant à être « fiers d'être la première nation spatiale européenne, le deuxième territoire maritime du monde » ... Grâce aux restes de son empire colonial auxquels la bourgeoisie française continue d'imposer sa domination en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte ou aux Antilles !

Le bluff démagogique de ces discours n'offre comme perspective qu'un compromis impossible avec le capital, dans le cadre d'institutions modelées par la lutte de classe féroce de la bourgeoisie contre la classe ouvrière et les couches populaires... Le tout au nom de la France et de la Marseillaise qui a conclu les deux meetings. Mais au-delà du discours électoral, ces postures expriment ce que beaucoup ressentent aujourd'hui face au chaos de ce « système à l'agonie », selon les mots de Mélenchon, qui n'a d'autre politique que faire les poches des travailleur-es pour subventionner toujours plus le capital.

Oui, une nouvelle révolution est à l'ordre du jour, il est nécessaire de prendre les choses sérieusement. Les classes dominantes et leurs serviteurs utilisent la campagne de la présidentielle pour imposer à la population leur consensus. Il n'y aurait pas d'autre choix que celui de se soumettre à la politique du Medef et à l'austérité qui conduisent la société à la ruine. Les travailleur-es, les jeunes ont besoin de s'inviter par leurs luttes, par leurs mobilisations sociales et politiques dans la campagne, pour affirmer leurs droits, imposer leurs revendications et s'unir autour de leur propre programme de classe, pour balayer leur vieux monde pourri, changer la société.

Offensive tous azimuts contre les travailleur-es pour que prospèrent les dividendes

Alors que la guerre menée par les Etats-Unis au Moyen-Orient s'enlise dans une aventure criminelle, la spéculation des profiteurs de guerre sur les prix des carburants bat son plein avec le baril de Brent à 107 dollars. Le gasoil atteint 2,34 € en moyenne et le SP95 2,15 €, frappant de plein fouet les travailleur-es, mais aussi l'activité économique. Les produits frais ont ainsi augmenté de 6 % sur un an, l'énergie de 16,7 % et la hausse est loin d'être terminée.

Le prix repère du gaz, qui sert de base aux contrats de 6 millions de foyers, a augmenté de 24 % depuis le mois d'avril. Le fuel domestique est en hausse de 60 % sur un an et l'électricité voit son prix s'envoler sur les marchés spéculatifs de gros : le MWh vient de passer à 90 € alors qu'il était à 60 € en juillet !

Face à la vie chère, pas question d'augmenter les salaires répètent le Medef et le gouvernement qui poursuit sa politique de gel du point d'indice des fonctionnaires. Dans les entreprises, les négociations salariales se sont faites au rabais, avec une forte diminution des augmentations collectives.

Là encore, le Medef ne manque pas de tours de passe-passe, en proposant d'augmenter le salaire net par une diminution du salaire brut, c'est-à-dire par 60 milliards de nouveaux allègements de cotisations sociales qu'il propose de financer par... une hausse de la TVA. La fameuse « TVA sociale », mise en place par Sarkozy puis Hollande sous une autre forme, et qui consiste à faire payer par l'impôt le plus injuste ce que les patrons nous doivent en salaire socialisé. Alors qu'à la fin des années 90, les cotisations sociales finançaient 90 % des recettes de la Sécu, elles n'en représentent plus aujourd'hui que 48 %. Un pactole de 90 milliards par an empoché par le patronat aux dépens de l'ensemble des travailleur-es... Et ils en veulent encore plus !

La même logique est à l'œuvre sur la question du budget 2027 et de la dette. Alors que le taux d'emprunt vient de passer à 4,4 %, le poste de remboursement de la dette représentera le 1^{er} poste de dépense du budget 2027. Ce sont les classes populaires que le gouvernement compte faire payer alors que cette dette est creusée par les 270 milliards par an de subventions au capital et les dépenses militaires.

Dès la rentrée du Medef, Martin a dicté ses conditions : « Nos entreprises sont les plus taxées au monde [...], notre seuil de douleur est largement atteint ». Lecornu s'est empressé de rassurer le patronat dans une lettre ouverte à « ceux qui produisent, investissent et prennent des risques », en leur promettant une diminution de la surtaxe de l'an dernier qui passe de 8 milliards à 5 milliards. Un comble alors que les grandes entreprises françaises cotées en bourse viennent de distribuer 61 milliards d'euros à leurs actionnaires entre avril et juin, soit le

montant le plus élevé d'Europe et le 2^{ème} mondial derrière les Etats-Unis !

Pas question de faire payer Total qui a amassé près de 10 milliards d'euros de bénéfices sur le 1^{er} semestre 2026, une progression record de 72 % par rapport à l'an dernier ! Son PDG, Pouyanné, s'est même payé le luxe de menacer le gouvernement en déclarant « *s'il y a une taxation, on en tirera les leçons et il n'y aura plus jamais de plafonnement des prix de l'énergie* ».

Le Medef fait de la politique, exerce sa pression en exigeant que le gouvernement se plie à ses intérêts les plus immédiats. Et Lecornu s'exécute en annonçant 54 milliards d'économies qui vont peser exclusivement sur les classes populaires.

Il prévoit de s'en prendre aux retraités par la désindexation des pensions sur les prix ou par la suppression de l'abattement de 10 %. Côté sécurité sociale, il compte faire 2 milliards d'économies grâce aux « *efforts sur les arrêts maladie* », qui s'ajoutent au plan de remboursements de soins dentaires, de transports sanitaires et de certains médicaments mis en place cet été. Sans compter l'augmentation du plafond annuel des franchises médicales qui passe de 100 € à 140 € qui reste à payer par les plus fragiles. Il compte aussi faire 2,5 milliards d'économies au ministère du travail aux dépens des salarié-es.

Le gouvernement compte aussi ponctionner l'assurance-chômage de 2 milliards d'euros supplémentaires en plus des 12 milliards déjà récupérés depuis 2023, provoquant ainsi un endettement considérable du régime.

Lecornu poursuit donc les coupes claires dans les services publics comme son désengagement sur les collectivités locales qui impactent la protection civile, la protection de l'enfance, la santé, l'école, etc.

La sauvegarde des profits et du capital ruine l'économie et la société...

Le 10 septembre, l'Insee annonçait une révision de croissance à la baisse, un PIB de 0,4 %, contre 1 % en Allemagne, 2,6 % en Espagne, 0,9 % en Italie au même moment où la BCE décidait l'augmentation de 0,25 % de ses taux d'intérêts, qui va mécaniquement entraîner une baisse de l'investissement.

C'est une condamnation sans appel de cette « politique de l'offre » menée par Sarkozy, Hollande puis Macron. La promesse du « ruissellement », de la relance de la croissance en subventionnant le capital et en diminuant le « coût du travail » est un fiasco total. Il révèle le mensonge cynique et grossier des serviteurs du CAC40 qui tentent de justifier une politique de classe qui accroît sans cesse les inégalités pour le compte des milliardaires et des riches, au détriment de l'ensemble de la société.

Les salaires stagnent ou reculent, la consommation baisse alors que l'investissement diminue, dans le secteur industriel, dans la construction mais aussi dans les services où il est passé en un an de 4,3 % à 1,6 % à la faveur des spéculations sur les marchés mondiaux, une politique qui

mène droit à la récession. D'autant que toute l'économie mondiale est gangrenée par la même politique de classe. On assiste à une véritable fuite en avant des capitalistes, avec lesquels il n'y a aucun compromis possible.

... Et conduit le RN aux portes du pouvoir

Ainsi que l'écrit Romaric Godin : « *La logique est simple : le capital a désormais besoin de sécuriser son accès à la valeur en réduisant la part des salaires tout en utilisant l'État pour continuer de soutenir le taux de profit* »¹. Cette politique de classe constitue une régression globale, économique, sociale, écologique, politique accentuée par la concurrence mondialisée, militarisée qui entraîne une croissance sans limite du budget des armées et une montée des menaces guerrières.

Cette semaine, Macron a lancé la première année de fonctionnement du service national, un retour au service militaire pour embrigader la jeunesse et préparer les esprits à la guerre tant économique, sociale que militaire. « *Ce qui vous rassemble aujourd'hui, c'est ce désir de servir plus grand que soi et de se rendre utile à la France* » a-t-il déclaré invoquant le patriotisme pour vanter l'union nationale. C'est cette union nationale que Macron a voulu mettre en scène en invitant, ce vendredi, les partis parlementaires ou leurs candidats à l'Élysée à une réunion d'information face à la « *dégradation rapide* » de la situation internationale. Dans les faits, tous les partis institutionnels s'inclinent, pavant la route aux forces les plus réactionnaires, « *patriotes* », toutes disposées à servir le capital, les Le Pen, Retailleau, Philippe and co.

Cette politique nourrit la xénophobie au nom de « *la préférence nationale* » dont le RN se fait le champion par son abjecte démagogie contre les migrant-es et les immigré-es, leur combat pour vivre, démagogie qui vise tous-tes les travailleur-es. Elle nourrit le racisme attisé par la démagogie sur l'interdiction du port du voile dans l'espace public.

La campagne électorale sert au RN comme à ses rivaux d'amplificateur de leur démagogie mais celle-ci répond aux besoins du capital. Elle s'inscrit dans la logique idéologique et morale de la classe dominante, de ses préjugés élitistes, de son racisme de classe contre les pauvres et le monde du travail, de son nationalisme, idéologie de la lutte de classe contre les exploité-es et de la concurrence mondiale qui oppose les capitalistes. Elle est exacerbée, radicalisée, par la course à la faillite du système. Il n'y a pas de réponse électorale ou institutionnelle à cette faillite, la réponse dépend de notre lutte pour nos droits, conquérir la démocratie pour en finir avec la minorité capitaliste et son délire réactionnaire.

Par nos luttes et nos mobilisations, nous inviter dans la campagne pour porter nos exigences, dès maintenant

¹ <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/100926/l-economie-francaise-en-plein-marasme>

Le patronat fait sa campagne pour imposer sa politique, ses intérêts de classe. Les travailleur-es ont toute raison de faire leur propre campagne politique sur leur propre terrain de classe, les lieux de travail, la rue, l'agitation politique pour défendre les intérêts collectifs de l'ensemble du monde du travail, de toute la société.

Cela signifie rompre tant avec les illusions électoralistes qu'avec la politique du « *dialogue social* » menée par l'ensemble des directions syndicales, cherchant à convaincre le patronat qu'il faut augmenter les salaires dans l'intérêt de l'économie.

Dans cette rentrée si brutale pour les travailleur-es, l'inter-syndicale n'a même pas lancé une journée de grève inter-professionnelle, public et privé, face à toutes les attaques en cours. Seule la fonction publique appelle à la journée du 29 septembre, contre le budget et l'austérité et contre le blocage du point d'indice.

C'est bien une riposte de l'ensemble des travailleur-es qu'il s'agit de préparer en regroupant le public et le privé, pour l'échelle mobile des salaires et contre l'austérité que veut imposer le gouvernement au nom de la dette.

Cela signifie donner de tout autres objectifs à la lutte que celui de Marylise Léon, à la tête de la CFDT, qui explique : « *on ne peut pas, aujourd'hui, nier le fait qu'il y ait une situation budgétaire inquiétante* », mais les « *efforts partagés* » doivent être la base des discussions budgétaires... Non, nous n'avons pas à payer cette dette qui est une véritable rente pour la finance.

Quant à Sophie Binet, si elle dénonce l'appauvrissement des salarié-es, les cadeaux donnés aux plus riches et fustige les « *profiteurs de guerre* » comme Total, la CGT reste sans politique globale pour que les travailleur-es reprennent l'offensive, en proposant une succession de dates en guise de rentrée, sans objectif politique commun et convergent.

En réponse à cette passivité, la grève des pompiers, qui dépasse de fait le cadre syndical, devient une contestation de l'ensemble de la politique du gouvernement, en défense des intérêts collectifs de toute la société. Elle prend une dimension politique, encourage à la lutte et au rassemblement de l'ensemble des travailleur-es, des jeunes, d'abord le 26 septembre « *pour le climat, le vivant, la paix et la justice sociale* », le 29 septembre avec les fonctionnaires ou le 17 octobre avec les Gilets Jaunes.

L'avenir dépend entièrement de nos capacités à intervenir directement sur le terrain politique

Oui, la question de la révolution est à l'ordre du jour, elle s'inscrit dans la déroute et la fuite en avant du capitalisme face à sa crise d'accumulation. Il n'y aura aucune issue progressiste sans intervention directe des travailleur-es pour prendre en main le contrôle de toute la société, en rupture avec les cadres des institutions, des jeux électoraux truqués et du « *dialogue social* ».

« *L'urgence sociale* » ne viendra pas de l'Etat tel qu'il est comme le dit Mélenchon. Elle ne peut venir que des mobilisations des premiers concernés, des travailleur·es pour imposer leur propre contrôle démocratique sur la marche de l'ensemble de la société. Travailler à la convergence des colères, cela signifie discuter de réponses face à la politique de la minorité capitaliste, d'un programme pour l'ensemble du monde du travail.

Ce programme ne saurait se limiter à nos exigences vitales minimum, l'augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux ; une échelle mobile des salaires en contrôlant nous-mêmes les comptes des entreprises, les marges qu'elles s'octroient, les prix ; l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous et toutes. Elles ne pourront être satisfaites et garanties que si nous contestons la propriété privée capitaliste pour exiger la réquisition des entreprises qui licencient et la nationalisation des grands groupes industriels et financiers comme TotalEnergies. Il est indispensable de sortir l'État des griffes des marchés financiers pour lesquels la dette est devenue une véritable rente, c'est-à-dire annuler la dette, exproprier les banques et les fonds spéculatifs afin de mettre en place un monopole public bancaire

sous le contrôle des travailleur·es capable d'assurer le financement de l'économie, des petits artisans et paysans ainsi que des services publics indispensables à toute la collectivité.

Une telle politique rompra avec l'étroitesse des préjugés nationaux dépassés par le développement de la société pour engager une politique au niveau européen et mondial contribuant à mettre un terme au militarisme, à la politique guerrière du gouvernement et du capital : « *Pas une vie, pas un euro pour la guerre* » ! Une politique pour accueillir les migrant·es engagés dans une lutte vitale contre la misère, les dictatures et la guerre.

La rupture avec la loi du profit et le nationalisme, le militarisme est aussi la condition pour mettre en œuvre une réponse tant aux conséquences de la crise écologique que pour enrayer la catastrophe en cours.

Nos mobilisations sociales prennent nécessairement aujourd'hui la dimension de luttes politiques contestant l'ordre établi. Pour vaincre, elles ont besoin d'une politique de classe visant à regrouper l'ensemble des travailleur·es autour d'une conscience internationaliste pour construire un nouvel ordre économique et social, le socialisme.

Laurent Delage